



iKNOW
POLITICS

international Knowledge
Network of **Women** in Politics

Résumé de la discussion en ligne sur
**La participation politique des femmes
handicapées**

Août 2019



Inter-Parliamentary Union
For democracy for everyone.



*Empowered lives.
Resilient nations.*



MESSAGE DE LANCEMENT

Contexte

On estime que [15% de la population mondiale vit avec une forme de handicap](#) et que la prévalence est plus élevée chez les femmes car [une femme sur cinq de 18 ans et plus vit avec un handicap](#). La douzième session de la Conférence des États parties à la [Convention relative aux droits des personnes handicapées](#) (CDPH) s'est tenue au siège des Nations Unies à New York du 11 au 13 juin 2019 autour du thème d'« assurer l'inclusion des personnes handicapées dans un monde en mutation grâce à la mise en œuvre de la CDPH ». La CDPH, qui a l'égalité des sexes parmi ses principes généraux, reconnaît « que la notion de handicap évolue et que le handicap résulte de l'interaction entre des personnes présentant des incapacités et les barrières comportementales et environnementales qui font obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres. ».¹²

En 2019, les femmes représentent toujours une petite minorité des élus et des décideurs politiques. Au niveau mondial, seulement 24,3% des parlementaires, 6,6% des chefs d'État et 5,2% des chefs de gouvernement sont des femmes.³ Les données sur la participation politique des femmes handicapées sont rares. Selon le [rapport phare des Nations Unies sur le handicap et le développement](#), les données disponibles montrent une participation et une représentation « extrêmement faibles » des femmes handicapées aux postes de direction politique. Selon le rapport, « la représentation des femmes dans les organisations de personnes handicapées a également tendance à être faible dans les mécanismes de coordination nationaux en matière de handicap » et leur représentation « dans les mécanismes nationaux d'égalité des sexes est encore plus faible. ».⁴

Tout le monde a le droit de prendre part aux affaires gouvernementales⁵ et publiques, de voter et d'être élu.⁶ Les femmes handicapées forment un groupe diversifié qui subit divers degrés de discrimination et qui se heurte à de nombreux obstacles systémiques à l'exercice de leurs droits politiques et à leur autonomisation en raison de leur sexe et de leur handicap. Ces obstacles peuvent être de nature juridique, physique et comportementale et se manifestent à travers un accès insuffisant ou inadéquat à l'éducation, à la santé, à l'emploi et à la justice.

Objectif

Cette discussion en ligne vise à promouvoir un dialogue sur la participation politique des femmes handicapées, dans toute leur diversité, et à échanger des connaissances et des bonnes pratiques sur les moyens d'accroître et de renforcer leur représentation dans les institutions politiques et les organes politiques nationaux et locaux. La discussion électronique était ouverte **du 14 juin au 8 juillet 2019**. Les acteurs de la société civile, y compris les représentants d'organisations pour personnes handicapées, les

¹ Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif, Assemblée générale des Nations Unies, préambule, para (e). 2006: un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-f.pdf

² Voir aussi les articles 6 et 29 de la CDPH.

³ Carte « Femmes en politique : 2019 » ONU Femmes et UIP, 2019: unwomen.org/fr/digital-library/publications/2019/03/women-in-politics-2019-map

⁴ Realization of the Sustainable Development Goals by, for and with Person with Disabilities, UN Flagship Report on Disability and Development 2018, page 110.

⁵ Déclaration universelle des droits de l'homme, article 21. 1948: ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx

⁶ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Article 25. 1966: ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx

femmes et les hommes politiques aux niveaux nationaux et locaux, les représentants des gouvernements, les experts, les praticiens et les universitaires étaient invités à apporter leurs contributions.

Questions

1. Quel est le niveau de participation politique des femmes handicapées dans votre pays / région ? Où cette information peut-elle être trouvée ?
2. Parmi les femmes handicapées occupant des postes de direction politique dans votre pays, quels groupes de femmes handicapées (par exemple, les femmes ayant une déficience sensorielle, telles que les déficiences visuelles et auditives, les déficiences physiques, les déficiences intellectuelles et psychosociales) sont les plus représentés ?
3. Quels sont les obstacles limitant la participation et la représentation des femmes handicapées dans la politique de votre pays ?
4. Que peut-on faire pour accroître l'accès des femmes handicapées aux rôles de leadership politique dans votre pays ? Dans quelle mesure les programmes existants dédiés à la participation politique des femmes incluent-ils les femmes handicapées ? Merci de partager des exemples concrets de programmes, lois, règlements et pratiques.

CONTRIBUTEURS

Les participants suivants ont participé à la discussion en ligne du 14 juin au 8 Juillet 2019 :

1. [Alfa Nur Aini](#), **Malaisie**
2. [Gulmira Kazakunova](#), Présidente de l'ONG Ravenstvo (Égalité) et présidente du Réseau des femmes handicapées d'Asie centrale, **Kirghizistan**
3. [Hannah Loryman](#), Conseillère politique sur l'inclusion sociale et l'éducation, Sightsavers, **Royaume-Uni**
4. [Lasanthi Daskon Attanayake](#), Responsable des programmes et de l'inclusion à la Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES), **Sri Lanka**
5. [Maribel Derjani Bayeh](#), Spécialiste des politiques, ONU Femmes, **États-Unis**
6. [Naomi Navoce](#), Responsable des programmes du Uniting World Pacific, **Fidji**
7. [Nsono Josephine Nwiemalu](#), Cameroon Baptist Convention Health Services (CBCHS), **Cameroun**
8. [Simone Ellis Oluoch-Olunya](#), Conseillère politique au bureau régional d'ONU Femmes Etats arabes, **Égypte**
9. [Tiina Kukkamaa](#), Chef de l'Unité de la gouvernance démocratique et de l'égalité des sexes du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE (BIDDH), **Pologne**
10. [Virginia Atkinson](#), Conseiller en inclusion à l'IFES, **États-Unis**

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

iKNOW Politics et ses partenaires remercient leurs abonnés d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, bonnes pratiques et recommandations. Les contributions sont résumées ci-dessous.

1. **Quel est le niveau de participation politique des femmes handicapées dans votre pays / région ? Où cette information peut-elle être trouvée ?**

Bien qu'il n'y ait pas de statistiques mondiales officielles sur la représentation politique des femmes handicapées, les participantes s'accordent à dire que les femmes handicapées sont gravement sous-représentées dans la vie politique. [Maribel Derjani Bayeh](#) dit qu'une étude de 19 pays en 2017 montre que seulement 2,3% des femmes handicapées étaient législateurs, hauts fonctionnaires ou managers. Selon les mêmes données, dans 14 pays sur 18 de la région **Asie et Pacifique**, il n'y avait pas de femme parlementaire handicapée au niveau national.⁷

Au **Kyrgyzstan**, les femmes handicapées sont absentes de tous les niveaux de la politique, partage [Gulmira Kazakunova](#). Au **Sri Lanka** et aux **Fidji**, les contributeurs signalent une participation et une représentation extrêmement faibles des femmes handicapées. [Lasanthi Daskon Attanayake](#) dit que malgré le quota de 25% pour les femmes aux élections locales au Sri Lanka, ce qui devrait encourager davantage de femmes à se présenter aux élections, une seule femme handicapée s'est présentée, sans succès.

Selon [Alfa Nur Aini](#), la Malaisie compte seulement une femme sénatrice handicapée et une seule représentante à mobilité réduite au Conseil consultatif d'éducation national.

Au **Cameroun**, la représentation des femmes handicapées dans les rôles politiques est très faible et limitée aux collectivités locales avec au moins trois représentantes aux conseils locaux, selon les estimations de [Nsono Josephine Nwiemalu](#), qui déplore le manque de données officielles sur cette question.

Les données sur la participation des femmes handicapées en tant qu'électrices, observatrices et agents électoraux sont également rares. Les organisations de personnes handicapées et les missions d'observation peuvent collecter ces données avec l'aide d'outils, tels que le [Election Access Observation Toolkit](#) de l'IFES. Selon l'observation de Election Access, [Virginia Atkinson](#) constate qu'il y a souvent moins de femmes handicapées candidates ou employées aux bureaux de vote que d'hommes, ce qui correspond aux disparités entre les hommes et les femmes en général.

2. Parmi les femmes handicapées occupant des postes de direction politique dans votre pays, quels groupes de femmes handicapées (par exemple, les femmes ayant une déficience sensorielle, telles que les déficiences visuelles et auditives, les déficiences physiques, les déficiences intellectuelles et psychosociales) sont les plus représentés ?

Comme constaté dans la section précédente, les voix des femmes handicapées sont absentes du processus décisionnel politique dans la plupart des pays. Les participants signalent que lorsque les femmes handicapées sont représentées, comme au **Cameroun**, au **Kenya** et au **Royaume-Uni**, il s'agit principalement de femmes à mobilité réduite et vivant avec une déficience physique. [Simone Ellis Oluoch-Olunya](#) affirme que les personnes ayant une déficience intellectuelle ou non visible sont souvent mal comprises et méconnues par le grand public.

3. Quels sont les obstacles limitant la participation et la représentation des femmes handicapées dans la politique de votre pays ?

Tous les participants reconnaissent que les femmes handicapées font face à de nombreux défis et obstacles qui limitent leur visibilité, accès, participation et représentation à tous les niveaux de prises de décision politiques, aux niveaux international, national, régional et local.

⁷ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2018). « Réalisation des objectifs de développement durable par, pour et avec les personnes handicapées. ». Page 139.

De nombreux participants ont identifié **la stigmatisation et la discrimination** comme les principaux obstacles à la participation et à la représentation politique des femmes handicapées. [Virginia Atkinson](#) partage le fait que, selon la plate-forme dédiée aux politiques mise en place par des femmes handicapées au **Kenya**, la discrimination est le résultat de « multiples défis auxquels sont confrontées les femmes handicapées, tels que le manque d'accès à l'éducation, les mythes et les pratiques culturelles discriminatoires et préjudiciables ». [Hannah Loryman](#) note qu'au **Cameroun**, les personnes handicapées font face à des attitudes négatives à l'égard de leur participation à la vie politique et que, lorsqu'elles sont incluses, cela est perçu comme « symbolique ». Selon [Naomi Navoce](#), les femmes handicapées en **Malaisie**, aux **Fidji** et au **Sri Lanka** sont souvent confrontées à l'**intimidation**, à la stigmatisation et à la discrimination, ce qui entrave leur inclusion sociale et limite leurs chances en politique.

Les **stéréotypes** sur la capacité des femmes handicapées limitent également leur engagement. Au **Sénégal**, les perceptions selon lesquelles les personnes handicapées sont « incapables » mènent souvent à l'exclusion, explique [Hannah Loryman](#). Les **stéréotypes fondés sur des croyances et des attitudes** culturelles sont parfois exagérés pour les femmes handicapées, qui subissent le double fardeau de la discrimination fondée sur le genre et le handicap. [Virginia Atkinson](#) rapporte que selon une femme handicapée au **Népal**, l'obtention d'un diplôme universitaire a eu un impact significatif sur la façon dont sa communauté la perçoit : « Les choses ont beaucoup changé depuis l'obtention de mon diplôme, la perception des membres de la communauté a changé. Ils voient mon activisme et mon implication pour les droits des personnes handicapées de manière positive : Je suis devenue un exemple. ».

Pour [Virginia Atkinson](#), la **famille** peut également constituer un puissant obstacle. Par exemple, une femme avec une déficience auditive ayant participé à un groupe de travail de l'IFES en **Tunisie** a déclaré que son père lui interdisait de participer à des événements dans sa communauté et en public, ce qui la privait de toute possibilité de participer à des événements et processus politiques.

Le vote peut être une tâche particulièrement difficile pour beaucoup de femmes handicapées. Les participants ont identifié la **violence** et les **infrastructures inaccessibles** comme des moyens de dissuasion majeurs. Pour les femmes handicapées au **Kenya**, en **Malaisie** et au **Népal** par exemple, le potentiel de violence, combiné au manque d'accès, engendre la peur et la réticence à se rendre aux urnes. Un observateur électoral au Kenya a admis que la plupart des femmes handicapées « ne se présentent pas pour voter parce que nous craignons un environnement hostile », rapporte [Virginia Atkinson](#). Bien que la plupart des problèmes d'infrastructure et d'accessibilité touchent de manière égale les hommes et les femmes, dans certains cas la seule solution pour un électeur handicapé d'avoir accès au bureau de vote est d'être transporté physiquement par une autre personne non handicapée (généralement un homme). Pour les femmes, cette option est moins évidente car il peut être culturellement inapproprié pour une femme de se faire porter par un homme.

Les contributeurs ont également souligné que le manque d'accès à **l'information et à la documentation** est un autre défi potentiel pour les personnes handicapées, en particulier les femmes. Selon [Hannah Loryman](#), une étude réalisée au **Cameroun** a révélé que les taux de possession d'actes de naissance et de certificats de naissance sont faibles et que les femmes handicapées sont moins susceptibles de posséder un acte de naissance que les hommes - ce qui crée des obstacles importants à la participation politique.

De même, les participants soulignent le manque d'**éducation** de qualité disponible pour les personnes handicapées, en particulier les femmes, ce qui contribue à réduire leurs conditions socio-économiques. La **pauvreté** affecte les femmes handicapées de manière disproportionnée, reculant la participation

politique au deuxième rang de leurs priorités. Leur participation politique peut même s'avérer impossible lorsque des contributions financières sont nécessaires pour rejoindre des organisations politiques, comme c'est le cas au **Cameroun**. [Nsono Josephine Nwiemalu](#) fait valoir que le « triple péril » d'être une femme, de vivre avec un handicap et de manquer d'éducation et de moyens financiers sont des facteurs qui empêchent les femmes handicapées de participer à des activités politiques et communautaires.

[Tiina Kukkamaa](#) a indiqué qu'en avril 2018, l'OSCE / BIDDH avait organisé une conférence sur « La promotion de la participation politique des femmes handicapées », qui mettait en lumière les défis liés à la participation politique des femmes handicapées. Ils comprennent : les stéréotypes dominants, les préjugés et les attentes limitées de la société ; une approche médicale / caritative au handicap (plutôt qu'une approche basée sur les droits humains) ; accès limité à l'information, aux infrastructures et aux transports ; éducation de mauvaise qualité et séparée ; restrictions de la capacité juridique ; la violence sexiste ; manque de soutien pour la participation politique ; et ressources inégales.

4. Que peut-on faire pour accroître l'accès des femmes handicapées aux rôles de leadership politique dans votre pays ? Dans quelle mesure les programmes existants dédiés à la participation politique des femmes incluent-ils les femmes handicapées ? Merci de partager des exemples concrets de programmes, lois, règlements et pratiques.

Les participantes partagent de nombreuses recommandations et bonnes pratiques à l'intention des gouvernements, des législateurs, des partis politiques et de la société civile pour faciliter l'accès des femmes handicapées aux affaires publiques et à la vie politique. Elles sont résumées ci-dessous.

- Les États devraient collecter des données spécifiant le genre et la présence de handicap afin de permettre l'élaboration des politiques et de mesurer les progrès accomplis.
- Les bâtiments publics doivent être facilement accessibles aux personnes handicapées, en particulier à celles qui servent de bureaux de vote pendant les élections.
- Les restrictions de la capacité juridique fondées sur le handicap devraient être supprimées.
- Les filles et les garçons handicapés devraient avoir libre accès à une éducation inclusive de bonne qualité et devraient avoir la possibilité de développer leurs compétences et leurs talents au meilleur de leurs capacités, sur un pied d'égalité avec les autres.
- Des campagnes de sensibilisation devraient être organisées dans les communautés, les organisations et les institutions sur le handicap, l'inclusion et le genre, afin de combattre les stéréotypes et les idées reçues sur les femmes handicapées.
- Les femmes handicapées devraient bénéficier d'encouragements, d'une formation au leadership, d'un renforcement des capacités et d'un soutien financier pour participer à la vie politique.
- Les femmes handicapées devraient être aidées à obtenir les documents officiels et à s'inscrire pour voter.
- Les partis politiques devraient chercher activement à inclure les femmes handicapées parmi leurs membres et à faire entendre leur voix.
- Les organisations de femmes devraient reconnaître les problèmes spécifiques des femmes handicapées et inclure davantage de femmes handicapées parmi leurs membres et leurs dirigeantes.
- Le mouvement des personnes handicapées devrait veiller à tenir compte des différences entre les sexes et à inclure les femmes handicapées.

- Adopter une approche intersectionnelle et intégrer le handicap dans tous les domaines tout en veillant au respect des droits humains de toutes les femmes est crucial.

Les organisations internationales et de développement ont également un rôle à jouer dans la promotion de processus électoraux inclusifs et de la participation politique des femmes handicapées. [Maribel Derjani Bayeh](#) partage qu'ONU Femmes, en coordination avec ses partenaires nationaux et avec les partenaires des Nations unies, a fait progresser ces points dans plusieurs pays, notamment la **Moldavie**, la **Tanzanie** et la **Tunisie** à travers :

- L'assistance technique aux acteurs électoraux pour la promotion d'arrangements électoraux inclusifs et la facilitation de la participation des personnes handicapées (c'est-à-dire des procédures de vote accessibles, des installations et du matériel) ;
- Le renforcement des capacités, en ciblant les responsables des élections et les candidates avec un handicap ;
- La promotion de l'éducation civique et de l'éducation des électeurs et l'encouragement de la sensibilisation générale aux droits politiques des personnes handicapées ;
- Le renforcement des capacités et sensibilisation des forces de sécurité afin de veiller à ce que les besoins des personnes handicapées, en particulier des femmes, soient pris en compte lors de la promotion d'un environnement sûr et propice permettant aux personnes d'exercer leurs droits politiques.

Pour que les partis politiques jouent un rôle essentiel dans la participation des femmes à la vie politique, l'OSCE / BIDDH formule des recommandations sur les moyens de relever les défis auxquels sont confrontées les personnes handicapées. Les nouvelles [directives sur la promotion de la participation politique des personnes handicapées](#), qui incluent une liste de contrôle pour l'inclusion des personnes handicapées dans les partis politiques et les parlements, constituent un outil utile pour une plus grande inclusion des femmes handicapées dans la vie politique.

Le programme *Power to Persuade* de l'IFES se concentre sur la création d'espaces permettant aux groupes marginalisés de collaborer afin de promouvoir leur engagement politique. [Virginia Atkinson](#) rapporte qu'au **Liban**, le programme a soutenu la formation de coalitions intersectorielles de plaidoyer qui ont permis aux femmes handicapées de s'associer à des organisations défendant l'égalité des sexes, les droits des personnes handicapées et LGBTQ, les réfugiés et la santé. Au **Kenya** et au **Népal**, le programme a collaboré avec des femmes handicapées pour créer des plates-formes politiques et formuler des recommandations politiques concrètes pour les parties prenantes du gouvernement. Les plates-formes politiques ont fourni un espace pour discuter des problèmes qui ont un impact sur les femmes handicapées et pour produire des matériaux utilisés comme outils de plaidoyer dans toutes les communautés.

Les participants ont noté que les engagements internationaux, y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), qui défend le droit des femmes de participer à la vie publique, le Programme d'action de Beijing, qui appelle à la suppression des obstacles à la participation égale et paritaire, à la CDPH, qui garantit aux droits des personnes handicapées et aux objectifs de développement durable, qui mesurent les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes en partie par la proportion de femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales, ont

créé un élan positif pour davantage de politiques et de programmes visant à promouvoir la participation politique des femmes handicapées.

Cependant, beaucoup de femmes handicapées ont indiqué qu'elles n'avaient pas encore ressenti l'impact positif de cet élan. [Virginia Atkinson](#) a déclaré qu'une femme handicapée ayant participé à un groupe de discussion de l'IFES a déclaré : « L'égalité des sexes est devenue l'une des priorités de l'**Indonésie**, elle est donc utile pour les femmes handicapées. Cependant, nous vivons toujours dans une société patriarcale et les femmes handicapées sont considérées comme inférieures. Le vaste mouvement d'égalité des femmes peut profiter aux femmes handicapées, mais elles ne sont pas encore tout à fait intégrées. ».